

Initiatives ministérielles

• (1350)

Ce que je peux dire à mon honorable collègue, c'est qu'il est vrai que l'on veut demander à toute la population canadienne de participer. Maintenant, on dit, et je viens de le dire textuellement, que si un étudiant n'a pas les moyens financiers, parce qu'il n'a pas d'emploi, ou qu'il est malade ou handicapé, ou pour d'autres raisons, il peut négocier avec le gouvernement une période de 18 mois pour payer les intérêts dont mon honorable collègue vient de faire mention.

Ce n'est pas que l'on veuille mettre les intérêts des étudiants sur la place publique et leur dire «eh bien, vous n'étudiez plus, on ne veut plus vous aider». C'est tout simplement que l'on demande à tout le monde en ce pays de participer avec nous à trouver des solutions et des façons de redresser l'économie, de relancer les jeunes sur le marché du travail, essayer d'empêcher le plus possible le décrochage scolaire, inciter le plus possible ceux qui veulent s'instruire et parfaire leurs études, à y retourner. C'est ce genre de mesures que l'on essaie de mettre sur pied, et je crois que mon collègue voit de la même façon le but de ce projet de loi.

[Traduction]

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, j'ai apprécié le discours raisonnable du député, en particulier, lorsqu'il a dit que le Canada a besoin de dépenser davantage d'argent pour l'enseignement et les étudiants de sorte qu'il y ait de meilleures possibilités de trouver un emploi et aussi que nous puissions être plus concurrentiels à l'échelle internationale.

Le député a compris que c'est une nécessité absolue. Il a aussi proposé qu'on devrait s'attendre à ce que tous les Canadiens aident à résoudre les problèmes financiers du Canada, mais il y a peu de temps, son collègue a indiqué que le NPD était déraisonnable dans ses propositions économiques en demandant une taxe minimum pour les sociétés. Comme le député le saura, il y a quelques années, 100 000 sociétés de notre pays faisant des bénéfices de 27 milliards de dollars ne payaient aucun impôt.

C'est largement dû au fait qu'on consent des allègements fiscaux aux entreprises, par exemple, la déduction pour frais de représentation qui permet que les entreprises achètent pour leurs clients des copieux déjeuners d'affaires et même les services de prostituées aux frais du contribuable.

Comment le député justifie-t-il ce genre de politique fiscale qui permet à 100 000 entreprises faisant des bénéfices de 27 milliards de dollars d'être exonérées d'impôt?

Pourquoi ne seraient-elles pas obligées de partager le fardeau des problèmes financiers du Canada alors que, par exemple, nous imposons un impôt sur le revenu sur les bourses gagnées par des étudiants brillants?

Pourquoi le gouvernement conservateur croit-il par exemple que l'argent gagné aux loteries, dans certains cas des millions de dollars qui n'ont pas été obtenus par le travail, devrait être exonéré d'impôt et pourtant nous devrions rendre plus sévères les conditions d'obtention et de remboursement des prêts aux étudiants?

N'y a-t-il pas une légère contradiction dans les propos du député quand il dit que nous avons besoin que ces gens fassent des études. Nous avons besoin qu'ils s'instruisent dans l'intérêt de tous les Canadiens. Pourtant, nous semblons accorder des exonérations d'impôt à des entreprises pour, notamment, des déjeuners d'affaires et des prostituées. Pourtant, nous imposons les bourses et nous rendons plus difficile l'obtention des prêts aux étudiants.

M. Ricard: Monsieur le Président, je pense que, idéalement parlant, le député a raison. Dans notre pays, tout le monde devrait payer sa juste part d'impôt sur le revenu.

Aussi, nous devons encourager les industries à créer de l'emploi. Je pense que nous devrions avoir des politiques qui donnent à tous les Canadiens une chance de trouver du travail et qui permettent aux industries de rester concurrentielles, non seulement au Canada, non seulement à l'intérieur des frontières provinciales ou entre les provinces, mais aussi à l'étranger, partout dans le monde.

Je crois que la politique du gouvernement conservateur serait probablement la meilleure au monde si elle permettait à nos entreprises de se mesurer à d'autres.

Je ne veux pénaliser ni les étudiants ni les entreprises ni personne au Canada, mais pour l'amour de Dieu permettons à nos entreprises d'acquérir une certaine compétitivité, donnons-leur la possibilité de se mesurer à leurs concurrents.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, il y a tellement de questions que j'aimerais aborder, dans le débat d'aujourd'hui, que je crains fort de ne pas pouvoir tout dire à cause de la contrainte de temps.

Je veux d'abord parler du fait que le gouvernement a encore une fois eu recours à l'attribution de temps pour ce projet de loi. Je veux simplement signaler aux députés et à la population du Canada l'attitude rigide de ce gouvernement face aux débats à la Chambre. Depuis les élections de novembre 1988, ce Parlement a imposé la clôture 15 fois.